



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Ahmed Medhoune, *Président du Conseil* ;  
Emir Kir, *Bourgmestre* ;  
Philippe Boiketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, *Échevin(e)s* ;  
Abdesselam Smahi, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Serob Muradyan, Safa Akyol, Hatice Özlücanbaz, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pauline Warnotte, Pascal Lemaire, Elodie Cornez, Hassan Marso, Halit AKKAS, Charlotte Velge, *Conseillers communaux* ;  
Patrick Neve, *Secrétaire communal*.

**Excusé**

Hayat Mazibas, *Conseiller communal*.

**Séance du 21.04.21**

---

**#Objet : Proposition de motion relative à l'objectivation et la transparence sur les interventions dans notre Zone de police ; introduite par M. Frédéric Roekens (Ecolo-Groen) en collaboration avec le groupe L.B.#**

---

## Séance publique

Le Conseil communal,

Considérant la nécessité de restaurer la confiance, largement érodée, entre les citoyens et les membres des forces de l'ordre ;

Considérant les décès tragiques de nombreux jeunes racisés suite à une interaction avec la police ;

Considérant que toute forme de profilage ethnique est illégale au regard du droit international en ce qu'elle contrevient aux garanties établies par la Convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale qui lie tous les États membres de l'Union européenne ;

Considérant l'examen périodique de 2016 de la Belgique par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies recommandant de « procéder à une évaluation du recours au profilage ethnique par les forces de l'ordre » ;

Considérant le manque de données précises et la nécessité impérieuse de documenter de manière objective le sentiment de contrôle abusif mis en évidence par le Rapport d'audition sur le profilage ethnique de la Chambre des Représentants du 21 mars 2019 ;

Considérant l'expérience pilote relative à la mise en place d'un système d'enregistrement des contrôles d'identité, avec explication de la raison de ceux-ci, par la zone de police de Malines-Willebroek depuis 2017 et la récente décision de la zone de Gand de procéder à une objectivation des contrôles d'identité ;

Vu les articles 10 et 11 de la Constitution qui déclarent qu' « Il n'y a dans l'État aucune distinction d'ordres. Les Belges sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers. L'égalité des femmes et des hommes est garantie » (art.10) et que « La jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. A cette fin, la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques » (art.11) ;

Vu le paragraphe 1er de l'article 34 de Loi du 5 août 1992 relative à la Fonction de police stipulant que « Les fonctionnaires de police contrôlent l'identité de toute personne qui est privée de sa liberté ou qui a commis un fait passible d'une sanction administrative ou pénale. Ils peuvent contrôler l'identité de toute personne s'ils ont des motifs raisonnables de croire, en fonction de son comportement, d'indices matériels ou de circonstances de temps et de lieu, qu'elle est recherchée, qu'elle a tenté de commettre une infraction ou se prépare à la commettre, qu'elle

pourrait troubler l'ordre public ou qu'elle l'a troublé » ;

Vu la Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et la Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

Vu la Déclaration de politique du Gouvernement fédéral du 30 septembre 2020 qui dit que « La population doit pouvoir compter à tout moment sur le professionnalisme, l'objectivité et l'intégrité de nos services de police et de secours. Les mesures nécessaires seront prises pour éviter les écarts à ces principes. L'intégrité reste la valeur de base d'un travail de police professionnel. La tolérance zéro sera d'application pour les abus du monopole de la contrainte à l'encontre du citoyen. À cet égard, le statut de la police sera revu afin de garantir un traitement plus fluide des affaires disciplinaires » ;

Vu les résolutions du Parlement Bruxellois visant à l'amélioration des relations entre citoyens et forces de l'ordre et entre forces de l'ordre et citoyens, votée à une grande majorité en séance plénière du 18 décembre 2020 qui stipule « de demander aux conseils de police de faire rapport du nombre de contrôles d'identité effectués par leurs policiers et des motifs de ces contrôles » ;

Considérant les propos tenus par le patron de l'Inspection générale de la police au journal Le Soir du 3 juillet 2020: « Il faudrait mettre en place un système qui permette de justifier chaque contrôle d'identité réalisé par chaque policier » ;

Considérant la fréquente absence d'éléments matériels pour établir les faits lorsque les versions sont contradictoires entre les parties impliquées ;

Considérant la mise en place de *bodycams* en phase de tests dans certaines zones de police bruxelloises avec des protocoles d'utilisation différents ;

Considérant la décision du conseil communal du 9 décembre, d'autoriser l'utilisation de *bodycams* par les policiers de la zone de police 5344, sur le territoire de la commune de Saint-Josse durant la période d'essai (novembre 2020 – février 2021) ;

Considérant, enfin, la volonté de notre Conseil de police et Conseil communal d'être une zone exemplaire et innovante qui s'appuie sur une police respectable et respectée ;

Décide :

de demander à la Zone de police 5344 :

- D'introduire un système d'objectivation et d'enregistrement des contrôles d'identité ainsi que des fouilles de sécurité via le logiciel (ISPL) ;
- D'introduire l'attestation de contrôle d'identité dans ses procédures à titre expérimental sur une période significative ;
- D'assurer un suivi indépendant et scientifique de ce nouveau dispositif en rendant les données récoltées accessibles aux académiques dans le cadre de leurs recherches et de manière balisée ;
- L'instauration de *bodycams* avec un protocole strict qui enregistre chaque interaction avec un citoyen du début à la fin sans possibilité d'interruption ;
- L'installation progressive de caméras dans les cellules et cachots ainsi que dans les véhicules d'intervention ;
- De prendre des initiatives internes visant à rendre les contrôles de police les plus apaisés possibles notamment en insistant sur le vouvoiement et les formules de politesse d'usage ainsi que sur l'explication pédagogique de la raison du contrôle ;
- De consacrer un budget spécifique à des projets de rencontres neutres entre les agents de la zone de police et des jeunes habitant la zone ;
- D'inclure un organisme indépendant de lutte contre la discrimination et de promotion de l'égalité des chances dans la formation continue des agents.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Patrick Neve

Le Président,  
(s) Ahmed Medhoun

POUR EXTRAIT CONFORME  
Saint-Josse-ten-Noode, le 22 avril 2021

Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal,

Patrick Neve



Le Collège des  
Bourgmestre et Echevins,  
L'Echevin(e) délégué(e),

Mohammed Jabour



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Ahmed Medhoune, <i>Voorzitter van de Raad</i> ; Emir Kir, <i>Burgemeester</i> ; Philippe Boïketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, <i>Schepenen</i> ; Abdesselam Smahi, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Serob Muradyan, Safa Akyol, Hatice Özlücanbaz, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pauline Warnotte, Pascal Lemaire, Elodie Cornez, Hassan Marso, Halit AKKAS, Charlotte Velge, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Patrick Neve, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Hayat Mazibas, <i>Gemeenteraadslid</i> .

**Zitting van 21.04.21**

---

**#Onderwerp : Voorstel van motie betreffende de objectivering en transparantie van de interventies in onze politiezone ; ingediend door Dhr. Frederic Roekens (Ecolo-Groen) in samenwerking met de groep L.B.#**

---

Openbare zitting

De Gemeenteraad,

Overwegende de noodzaak om het sterk aangetaste vertrouwen tussen de burgers en de ordediensten te herstellen;

Overwegende het tragische overlijden van veel jonge raciale mensen als gevolg van interactie met de politie;

Overwegende dat elke vorm van etnische profilering onwettig is uit hoofde van het internationaal recht, aangezien het in strijd is met de garanties die werden vastgelegd in het Internationaal Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie, dat bindend is voor alle lidstaten van de EU;

Overwegende de periodieke evaluatie van 2016 van België door de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties, waarin wordt aanbevolen om "het gebruik van etnische profilering door de ordediensten te evalueren" ;

Overwegende het gebrek aan nauwkeurige gegevens en de dwingende noodzaak om het gevoel van misbruik van controle objectief te documenteren, zoals benadrukt in het hoorverslag over etnische profilering van de Kamer van volksvertegenwoordigers van 21 maart 2019;

Overwegende het proefexperiment betreffende de invoering van een systeem van registratie van identiteitscontroles, met toelichting van de reden ervan, door de politiezone Mechelen-Willebroek sinds 2017 en de recente beslissing van de zone Gent om over te gaan tot een objectivering van de identiteitscontroles;

Gelet op artikelen 10 en 11 van de Grondwet, die bepalen dat "er in de Staat geen onderscheid is van standen. De Belgen zijn gelijk voor de wet; zij alleen zijn tot de burgerlijke en militaire bedieningen benoembaar, behoudens de uitzonderingen die voor bijzondere gevallen door een wet kunnen worden gesteld; De gelijkheid van vrouwen en mannen is gewaarborgd. " (art. 10) en dat " Het genot van de rechten en vrijheden aan de Belgen toegekend zonder discriminatie moet verzekerd worden. Te dien einde waarborgen de wet en het decreet inzonderheid de rechten en vrijheden van de ideologische en filosofische minderheden. " (art. 11);

Gelet op artikel 34, eerste paragraaf, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, dat bepaalt dat " De politieambtenaren de identiteit controleren van ieder persoon wiens vrijheid wordt benomen of die een feit strafbaar met een administratieve of strafrechtelijke sanctie heeft gepleegd. Zij kunnen eveneens de identiteit controleren van ieder persoon indien zij, op grond van zijn gedragingen, materiële aanwijzingen of omstandigheden van tijd of plaats redelijke gronden hebben om te denken dat hij wordt opgespoord, dat hij heeft gepoogd of zich voorbereidt om een misdrijf te plegen of dat hij de openbare orde zou kunnen verstoren of heeft

verstoord”;

Gelet op de wet van 30 juli 1981 ter bestrijding van bepaalde door racisme en vreemdelingenhaat geïnspireerde daden en de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gelet op de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gelet op de Beleidsverklaring van de federale regering van 30 september 2020, waarin het volgende vermeld staat : "De bevolking moet te allen tijde kunnen vertrouwen op het professionalisme, de objectiviteit en de integriteit van onze politie- en nooddiensten. De nodige maatregelen worden genomen om inbreuken hierop te voorkomen. Integriteit blijft de basis voor professioneel politiewerk. Er is een zero tolerantie voor het misbruiken van het geweldsmonopolie ten aanzien van burgers. In dat licht wordt het politiestatuut herzien om een vlottere behandeling van tuchtzaken te garanderen”;

Gelet op de resoluties van het Brussels Parlement ter verbetering van de betrekkingen tussen de burgers en de ordediensten en tussen de ordediensten en de burgers, die tijdens de plenaire vergadering van 18 december 2020 met een grote meerderheid werden aangenomen en waarin wordt vermeld dat "aan de politieraden wordt gevraagd verslag uit te brengen over het aantal identiteitscontroles die door hun politieagenten worden uitgevoerd en de redenen voor die controles”;

Overwegende de uitlatingen van het hoofd van de algemene politie-inspectie aan de krant Le Soir op 3 juli 2020: "Er moet een systeem worden opgezet dat toelaat om iedere identiteitscontrole die door iedere politieagent wordt uitgevoerd te verantwoorden”;

Overwegende het vaak ontbreken van materiële elementen om de feiten vast te stellen wanneer de versies van de betrokken partijen tegenstrijdig zijn;

Overwegen om als testfase in bepaalde Brusselse politiezones bodycams in te zetten met verschillende gebruiksprotocollen;

Overwegende de beslissing van de gemeenteraad van 9 december om toestemming te verlenen voor het gebruik van bodycams door de politieagenten van politiezone 5344, op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost gedurende de proefperiode (november 2020 - februari 2021);

Overwegende, tenslotte, de wil van onze Politieraad en Gemeenteraad om een voorbeeldige en vernieuwende zone te zijn die steunt op een respectabele en gerespecteerde politiemacht;

Beslist :

Om aan de Politiezone 5344 te vragen :

- Een systeem in te voeren voor de objectivering en registratie van identiteitscontroles en veiligheidsfouilleringen via de software (ISPL);
- Gedurende een aanzienlijke periode op experimentele basis een attest van identiteitscontrole in haar procedures in te voeren;
- Een onafhankelijke en wetenschappelijke opvolging te verzekeren van dit nieuwe systeem door de verzamelde gegevens op een afgebakende manier toegankelijk te maken voor academici in het kader van hun onderzoek;
- Bodycams in te zetten met een strikt protocol dat elke interactie met een burger van begin tot einde registreert zonder de mogelijkheid van onderbreking;
- De geleidelijke installatie te realiseren van camera's in cellen en interventievoertuigen;
- Interne initiatieven te nemen om de politiecontroles zo vreedzaam mogelijk te laten verlopen, met name door aan te dringen op het gebruik van beleefde omgangsvormen en op de pedagogische uitleg van de reden van de controle;
- Een specifiek budget vrij te maken voor projecten voor neutrale ontmoetingen tussen agenten van de politiezone en jongeren uit deze zone;

- Een onafhankelijk orgaan voor de bestrijding van discriminatie en gelijke kansen op te nemen in de permanente opleiding van de agenten.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Patrick Neve

De Voorzitter,  
(g) Ahmed Medhoune

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Sint-Joost-ten-Node, 22 april 2021

In opdracht :  
De Gemeentesecretaris,

Patrick Neve



Het College van  
Burgemeester en Schepenen,  
De afgevaardigde Schepenen,

Mohammed Jabour

